

§ 2. De andere voorwerpen worden in beslag genomen overeenkomstig het gemeen recht.

**Art. 5.** De in artikel 61 van de bovenvermelde wet van 12 juli 1973 bedoelde administratieve geldboete bedraagt duizend tot twintigduizend frank.

Een afschrift van het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding wordt aan de overtreder, alsmede aan de Directeur-generaal van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Waalse Gewest medegegeeld, binnen de in artikel 59, tweede lid, van de bovenvermelde wet bepaalde termijn.

De administratieve geldboete opgelegd door de in het tweede lid bedoelde Directeur-generaal moet betaald worden binnen één maand vanaf de ontvangst van de aangetekende brief waarbij de beslissing houdende vaststelling van het bedrag ervan betekend wordt. Voor de toepassing van dit lid, wordt de aangetekende brief geacht te zijn ontvangen de derde werkdag na de afgifte van de brief ter post.

De administratieve geldboete wordt betaald door storting of overschrijving op de postchequerekening van het Gewest door middel van het bij de beslissing tot vaststelling van het bedrag van de geldboete gevoegde formulier.

Bij niet betaling van de administratieve geldboete binnen de in het vierde lid vastgestelde termijn, beschikt de in het tweede lid bedoelde Directeur-generaal over een termijn van twee maanden na het verstrijken van de bovenvermelde termijn om de toepassing van de administratieve geldboete te vorderen.

**Art. 6.** De Minister tot wiens bevoegdheid het natuurbehoud behoort wijst, voor elk staatsnatuurreservaat, onder de ingenieurs van de buitendiensten van de Algemene Inspectie voor het Leefmilieu en het Bos in het gewestelijk bestuur een ingenieur aan, die met het beheer is belast.

**Art. 7.** De in artikel 65, 3<sup>o</sup>, van de bovenvermelde wet bedoelde dienst van het regionale bestuur is de Algemene Inspectie voor het Water van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 8.** De Minister tot wiens bevoegdheid het natuurbehoud behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 november 1984.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,  
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water,  
het Leefmilieu en het Landleven,

V. FEAUX

F. 85 — 653

**25 OCTOBRE 1984. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil Supérieur Wallon de la Conservation de la Nature**

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifiée par décret le 11 avril 1984, notamment les articles 52 et 53;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980.

Considérant que les arrêtés d'application de décret du 11 avril 1984 modifiant, pour la Région Wallonne, la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature doivent être pris sans tarder, parce qu'ils complètent et concrétisent ce décret;

Qu'il est impérieux de redéfinir la composition de l'ancienne Chambre wallonne du Conseil Supérieur de la Conservation de la Nature en fonction des particularités régionales;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par « Le Ministre » le membre de l'Exécutif Régional Wallon qui a la conservation de la nature dans ses attributions.

**Art. 2.** Le Conseil a pour mission de donner au Ministre, un avis sur toutes les questions intéressant la conservation de la nature. Il connaît de ces questions d'office ou sur demande du Ministre.

Le Conseil délibère sur les propositions qui lui sont soumises par cinq de ses membres au moins. Lorsqu'un avis est sollicité par le Ministre, le Conseil est tenu de lui communiquer dans un délai n'excédant pas deux mois. A la demande expresse du Ministre, ce délai peut être ramené à cinq jours.

**Art. 3.** Le siège du Conseil est fixé à Namur.

Le Conseil peut se réunir dans d'autres localités de la Région Wallonne lorsqu'il l'estime utile.

**Art. 4.** Le Conseil est composé de vingt-cinq membres.

Les membres visés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> sont nommés par l'Exécutif sur proposition du Ministre.

Les membres visés au 4<sup>o</sup> sont nommés, respectivement, par les conseils et la commission d'où ils émanent.

Le membre visé au 5<sup>o</sup> est nommé par l'Exécutif de la Communauté française.

Il s'agit :

1<sup>o</sup> de personnes ayant de grandes compétences scientifiques dans le domaine de la conservation de la nature, de formation universitaire, répartis selon les disciplines suivantes :

- |                         |           |
|-------------------------|-----------|
| — botanique             | un membre |
| — écologie générale     | un membre |
| — zoologie, vertébrés   | un membre |
| — zoologie, invertébrés | un membre |
| — écologie animale      | un membre |
| — phytosociologie       | un membre |
| — écotoxicologie        | un membre |
| — hydrobiologie         | un membre |
| — pédologie             | un membre |

2<sup>o</sup> neuf membres représentant chacun une association dont l'objet comprend la conservation de la nature et la protection de l'environnement et dont la compétence concerne l'ensemble du territoire de la Région Wallonne ou une partie importante de ce territoire;

3<sup>o</sup> de représentants des administrations suivantes :

— le Directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région Wallonne ou le fonctionnaire qu'il délègue parmi les agents du service de la conservation de la nature, gestion et surveillance du milieu;

— l'Inspecteur général de l'Inspection générale de l'Environnement et des Forêts du Ministère de la Région Wallonne ou le fonctionnaire qu'il délègue au sein du service des forêts, de la chasse et de la pêche;

4<sup>o</sup> de représentants des conseils et de la commission suivants :

— un membre représentant le Conseil Supérieur Wallon des Forêts;

— un membre représentant le Conseil Supérieur Wallon de la Chasse;

— un membre représentant le Conseil Supérieur Wallon de la Pêche;

— un membre représentant la Commission Consultative Régionale Wallonne d'Aménagement du Territoire;

5<sup>o</sup> un membre représentant la Commission royale des Monuments et Sites.

**Art. 5.** Tout membre du Conseil doit être domicilié dans la Région Wallonne à la date de sa nomination et durant l'exercice de son mandat, sauf exception motivée par des compétences scientifiques particulières et à l'exception des membres visés à l'article 4, 3<sup>o</sup>.

**Art. 6.** Le Président et le Vice-Président du Conseil sont nommés par le Ministre. Ils appartiendront à deux groupes de membres différents, ces groupes de membres étant déterminés par l'article 4.

**Art. 7.** Le Conseil peut inviter, dans le cadre de ses travaux, toute personne qu'il souhaite entendre.

Il peut constituer en son sein des commissions pour l'étude de matières spécifiques.

A cet effet, il peut permettre à des invités de participer aux travaux de ces commissions.

**Art. 8.** Au cours de sa première séance, le Conseil arrête un règlement d'ordre intérieur et le soumet au Ministre pour approbation.

Ce règlement prévoiera, notamment, la création, la composition et les compétences d'un bureau, les règles de vote, la cadence des réunions et le mode d'inscription des points à l'ordre du jour.

Le bureau comprendra au moins un membre de chacune des catégories visées à l'article 4, avec un maximum de six membres.

**Art. 9.** La durée du mandat des membres du Conseil est de cinq ans.

Le mandat est renouvelable.

En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat, le membre nouvellement désigné achève le mandat de son prédécesseur. Ce nouveau membre doit être désigné au plus tard deux mois après l'ouverture de la vacance constatée par le Président du Conseil ou, le cas échéant, par le Ministre.

**Art. 10.** Le Conseil se réunit au moins quatre fois par an. Un membre qui n'a pas siégé durant cinq réunions consécutives est considéré d'office comme démissionnaire.

**Art. 11.** Les fonctions des membres du Conseil ne sont pas rémunérées.

Toutefois, les membres du Conseil et les personnes visées à l'article 7, ont droit à l'indemnité pour frais de parcours et de séjour à charge du budget de la Région Wallonne.

A cette fin, les membres non fonctionnaires et les personnes visées à l'article 7 seront assimilés aux fonctionnaires de rang 15.

**Art. 12.** Le Ministre préside le Conseil lorsqu'il le juge utile. Il convoque le Conseil chaque fois qu'il l'estime nécessaire.

**Art. 13.** Le secrétariat du Conseil est assuré conformément à l'article 4, § 3 du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui concerne le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région Wallonne.

Le secrétaire du Conseil n'a pas voix délibérative.

Il reçoit les avis et rapports rendus par le Conseil et les transmet au Ministre.

**Art. 14.** Le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 octobre 1984.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne, chargé de l'Economie,

J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau,  
l'Environnement et la Vie rurale,

V. FEAUX

D. 85 — 653

#### UBERSETZUNG

### 25 OKTOBER 1984. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des Wallonischen Obersten Rates für die Erhaltung der Natur

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, abgeändert durch das Dekret vom 11. April 1984, insbesondere der Artikel 52 und 53;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Juni 1973 koordinierten Geetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das ordentliche Gezetz vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen;

In der Erwägung, dass die Erlasse zur Anwendung des Dekrets vom 11. April 1984, das das Gezetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur für die Wallonische Region abändert, unverzüglich genommen werden müssen, weil sie dieses Dekret ergänzen und konkretisieren;

Dass es notwendig ist, die Zusammensetzung der früheren Wallonischen Kammer des Oberen Rates für die Erhaltung der Natur den regionalen Eigenarten entsprechend neu festzulegen;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für Wasser, Umwelt und Landleben

beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter « Minister » das Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört.

**Art. 2.** Der Rat hat die Aufgabe, dem Minister ein Gutachten über alle Fragen abzugeben, die die Erhaltung der Natur betreffen. Er behandelt diese Fragen von Amts wegen oder auf Antrag des Ministers.

Der Rat berät über die Vorschläge, die ihm von mindestens fünf seiner Mitglieder unterbreitet werden. Wenn der Minister ein Gutachten beantragt, muss der Rat es ihm innerhalb zweier Monate übermitteln. Diese Frist kann auf ausdrücklichen Antrag des Ministers auf fünf Tage herabgesetzt werden.

**Art. 3.** Der Sitz des Rates wird in Namür festgelegt.

Der Rat kann, wenn es ihm nützlich erscheint, an anderen Orten der Wallonischen Region zusammenkommen.

**Art. 4.** Der Rat setzt sich aus fünfundzwanzig Mitgliedern zusammen.

Die unter Punkt 1 und 2 gemeinten Mitglieder werden auf Vorschlag des Ministers von der Exekutive ernannt.

Die unter Punkt 4 gemeinten Mitglieder werden von dem Rat bzw. dem Ausschuss ernannt, von dem sie kommen.

Das unter Punkt 5 gemeinte Mitglied wird von der Exekutive der Französischen Gemeinschaft ernannt.

Es handelt sich um :

1. Personen mit umfangreichen wissenschaftlichen Fachkenntnissen auf dem Gebiet der Erhaltung der Natur und einer universitären Ausbildung. Sie sind nach folgenden Fachrichtungen aufgeteilt :

— Botanik	ein Mitglied
— Allgemeine Ökologie	ein Mitglied
— Zoologie - Wirbeltiere	ein Mitglied
— Zoologie - wirbellose Tiere	ein Mitglied
— Tierökologie	ein Mitglied
— Phytosoziologie	ein Mitglied
— Ökotoxikologie	ein Mitglied
— Hydrobiologie	ein Mitglied
— Pedologie	ein Mitglied

2. neun Mitglieder, die jeweils eine Vereinigung vertreten, die die Erhaltung der Natur und den Umweltschutz zur Aufgabe hat und die für das ganze Gebiet der Wallonischen Region oder einen wichtigen Teil davon zuständig ist.

## 3. Vertreter der folgenden Verwaltungen :

— den Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region oder den Beamten, den er unter den Bediensteten des Dienstes für die Erhaltung der Natur, Verwaltung und Beobachtung des Milieus beauftragt;

— den Generalinspektor der Generalinspektion der Umwelt und des Forstwesens des Ministeriums der Wallonischen Region oder den Beamten, den er innerhalb der Dienststelle für Forst-, Jagd- und Fischereiwesen beauftragt;

## 4. Vertreter der folgenden Räte und des folgenden Ausschusses :

— ein Mitglied, das den Wallonischen Obersten Rat des Forstwesens vertritt;

— ein Mitglied, das den Wallonischen Obersten Rat des Jagdwesens vertritt;

— ein Mitglied, das den Wallonischen Obersten Rat des Fischereiwesens vertritt;

— ein Mitglied, das den Beratenden Wallonischen Regionalausschuss für Raumordnung vertritt;

5. ein Mitglied, das die Königliche Denkmal- und Landschaftsschutzkommission vertritt.

**Art. 5.** Mit Ausnahme der in Artikel 4 Punkt 3 erwähnten Mitglieder muss jedes Ratsmitglied am Tage seiner Ernennung und während der Ausübung seines Mandats seinen Wohnsitz in der Wallonischen Region haben; es sei denn, besondere wissenschaftliche Fachkenntnisse begründen eine Ausnahme.

**Art. 6.** Der Präsident und der Vizepräsident des Rates werden vom Minister ernannt. Sie müssen zwei verschiedenen der in Artikel 4 bestimmten Mitgliedergruppen angehören.

**Art. 7.** Der Rat kann im Rahmen seiner Arbeiten jede Person einladen, die er zu hören wünscht.

Er kann innerhalb des Rates selbst Ausschüsse für die Untersuchung spezifischer Materien bilden.

Zu diesem Zweck kann er Gästen erlauben, an den Arbeiten dieser Ausschüsse teilzunehmen.

**Art. 8.** Während der ersten Sitzung legt der Rat eine Geschäftsordnung fest, die er dann dem Minister zu Genehmigung vorlegt.

Diese Ordnung sieht insbesondere die Schaffung, die Zusammensetzung und die Zuständigkeiten eines Präsidiums vor sowie die Abstimmungsregeln, den Abstand zwischen den Versammlungen und die Art, in der die Punkte in die Tagesordnung eingetragen werden.

Das Präsidium besteht aus mindestens einem Mitglied jeder des in Artikel 4 erwähnten Kategorien und zählt insgesamt höchstens sechs Mitglieder.

**Art. 9.** Das Mandat der Ratsmitglieder dauert fünf Jahre.

Das Mandat kann erneuert werden.

Wird ein Mandat vor seinem Ablauf frei, beendet das neu benannte Mitglied das Mandat seines Vorgängers.

Dieses neue Mitglied muss spätestens zwei Monate, nachdem die Eröffnung der Vakanz vom Präsidenten des Rates oder gegebenenfalls vom Minister festgestellt wurde, benannt sein.

**Art. 10.** Der Rat kommt mindestens viermal im Jahr zusammen.

Ein Mitglied wird nach Abwesenheit bei fünf aufeinanderfolgenden Sitzungen von Amts wegen als ausscheidendes Mitglied betrachtet.

**Art. 11.** Die Ratsmitglieder beziehen kein Entgelt für ihre Tätigkeit.

Die Ratsmitglieder und die in Artikel 7 gemeinten Personen haben jedoch Anrecht auf Vergütungen für Fahrt- und Aufenthaltskosten, die zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region fallen.

Zu diesem Zweck werden die nicht beamteten Mitglieder und die in Artikel 7 gemeinten Personen den Beamten des Ranges 15 gleichgestellt.

**Art. 12.** Der Minister führt den Vorsitz des Rates, wenn es ihm nützlich erscheint.

Er beruft den Rat ein jedesmal, wenn er es für nötig hält.

**Art. 13.** Das Sekretariat des Rates wird wahrgenommen gemäss Artikel 4, § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1963 zur Abänderung — was den Regionalen Wirtschaftsrat für Wallonien betrifft — des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 über die Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und über die Einsetzung eines Wirtschafts- und sozialen Rates der Wallonischen Region.

Der Sekretär des Rates hat kein Stimmrecht.

Er erhält die vom Rat abgegebenen Gutachten und Berichte und übermittelt sie dem Minister.

**Art. 14.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 25. Oktober 1984.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,  
beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region  
für Wasser, Umwelt und Landleben,

V. FEAUX

VERTAALING

25 OKTOBER 1984. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de samenstelling en de werking van de Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, gewijzigd bij decreet van 11 april 1984, inzonderheid op de artikelen 52 en 53;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat de besluiten tot toepassing van het decreet van 11 april 1984 tot wijziging, voor het Waalse Gewest, van de wet van 12 juli 1973 betreffende het natuurbehoud, onverwijld moeten genomen worden omdat zij dit decreet aanvullen en concretiseren;

Dat het geboden is de samenstelling van de vroegere Waalse Kamer van de Hoge Raad voor natuurbehoud opnieuw vast te stellen rekening houdend met de regionale particulariteiten;

Gelet op de dringende noodzaak;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit moet worden verstaan onder « De Minister » het lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid het natuurbehoud behoort.

**Art. 2.** De Raad heeft in opdracht de Minister een advies te geven over alle aangelegenheden in verband met het natuurbehoud. Hij neemt van deze aangelegenheden kennis hetzij van ambtswege hetzij op verzoek van de Minister.

De Raad beraadslaagt en beslist over de voorstellen die hem door ten minste vijf van zijn leden worden voorgelegd. Als een advies door de Minister wordt gevraagd, moet de Raad hem dit binnen een termijn van ten hoogste twee maanden mededelen.

Op uitdrukkelijk verzoek van de Minister kan die termijn tot vijf dagen worden teruggebracht.

**Art. 3.** De zetel van de Raad is te Namen gevestigd. De Raad kan, in andere gemeenten van het Waalse Gewest bijeenkomen, als hij het dienstig acht.

**Art. 4.** De Raad bestaat uit vijftientig leden.

De onder 1° en 2° bedoelde leden worden door de Executieve op voordracht van de Minister benoemd.

De in 4° bedoelde leden worden respectievelijk benoemd door de raden of de commissies waarvan zij deel uitmaken. Het in 5° bedoelde lid wordt door de Executieve van de Franse Gemeenschap benoemd.

Het betreft :

1° personen met universitaire opleiding die grote wetenschappelijke bevoegdheid bezitten inzake natuurbehoud, ingedeeld volgens de navermelde specialiteiten :

— Plantkunde	één lid
— Algemene ecologie	één lid
— Dierkunde, gewervelden	één lid
— Dierkunde, ongewervelden	één lid
— Dierenecologie	één lid
— Fytosociologie	één lid
— Ecotoxicologie	één lid
— Hydrobiologie	één lid
— Bodemkunde	één lid

2° negen leden, die ieder een vereniging vertegenwoordigen waarvan het doel het natuurbehoud en de bescherming van het leefmilieu omvat en waarvan de werkkring zich uitstrekt tot het ganse grondgebied van het Waalse Gewest of tot een belangrijk deel ervan;

3° vertegenwoordigers van de volgende administraties, met name :

- de directeur-generaal van de algemene directie natuurlijke hulpbronnen en leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest of de door hem onder de ambtenaren van de dienst voor natuurbehoud, milieubeheer en -toezicht, gedelegeerde ambtenaar;
- de inspecteur-generaal van de Algemene Inspectie voor het leefmilieu en bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest of de door hem gedelegeerde ambtenaar van de dienst voor de bossen en de visserij;

4° vertegenwoordigers van de volgende raden en commissie :

- één lid dat de Waalse Hoge Raad voor bossen vertegenwoordigt;
- één lid dat de Waalse Hoge Raad voor de jacht vertegenwoordigt;
- één lid dat de Waalse Hoge Raad voor de visserij vertegenwoordigt;
- één lid dat de Waalse Gewestraad van advies voor de ruimtelijke ordening vertegenwoordigt;

5° één lid dat de Koninklijke Commissie voor monumenten en landschappen vertegenwoordigt.

**Art. 5.** Ieder lid van de Raad moet, op de datum van zijn benoeming en tijdens de uitoefening van zijn mandaat zijn woonplaats in het Waalse Gewest hebben, behoudens uitzondering verantwoord door één bijzondere wetenschappelijke bevoegdheid en met uitzondering van de in artikel 4, 3°, bedoelde leden.

**Art. 6.** De Voorzitter en de Ondervoorzitter van de Raad worden door de Minister benoemd. Zij moeten behoren tot twee verschillende ledengroepen zoals die in artikel 4 zijn bepaald.

**Art. 7.** De Raad kan, in het kader van zijn werkzaamheid personen uitnodigen die hij wenst te horen. Hij kan in zijn midden commissies oprichten om specifieke materies te studeren. Daartoe kan hij genodigden toestaan aan de werkzaamheden van zijn commissies deel te nemen.

**Art. 8.** Tijdens zijn eerste vergadering, stelt de Raad een reglement van orde vast dat aan de Minister ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Dit reglement zal voorzien in onder meer de oprichting, de samenstelling en de bevoegdheden van een bureau, de regels inzake stemming, de periodiciteit van de vergaderingen en de wijze waarop de punten op de agenda worden geplaatst.

Het bureau zal ten minste één lid van elke in artikel 4 bedoelde categoriën en ten hoogste zes leden tellen.

**Art. 9.** De duur van het mandaat van de raadsleden bedraagt vijf jaar.

Het mandaat kan vernieuwd worden.

In geval van vacature vóór het verstrijken van een mandaat, voltooit het aangewezen lid het mandaat van zijn voorganger.

Dit nieuw lid moet aangewezen worden uiterlijk twee maanden na de vacature die door de voorzitter van de Raad of, in voorkomend geval door de Minister, werd vastgesteld.

**Art. 10.** De Raad komt ten minste vier maal per jaar bijeen. Een lid dat in vijf achtereenvolgende vergaderingen afwezig is geweest, wordt ambtshalve geacht ontslag te hebben genomen.

**Art. 11.** Het ambt van raadslid is onbezoldigd.

Nochtans hebben de Raadsleden en de in artikel 7 bedoelde personen recht op de vergoeding voor reis- en verblijfkosten ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

Daartoe worden de leden die geen ambtenaar zijn, alsmede de in het artikel 7 bedoelde personen gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 15.

**Art. 12.** De Minister zit de Raad voor wanneer hij het dienstig acht. Hij roept de Raad bijeen als hij het nodig vindt.

**Art. 13.** Het secretariaat van de Raad wordt verzekerd overeenkomstig artikel 4, § 3, van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Gewestraad voor Wallonië betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie, de planning en economische decentralisatie en tot instelling van een Economische en Sociale Raad voor het Waalse Gewest.

De secretaris van de Raad heeft geen medebeslissende stem.

Hij maakt de adviezen en verslagen van de Raad op en zendt ze over aan de Minister.

**Art. 14.** De Minister tot wiens bevoegdheid het natuurbehoud behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 oktober 1984.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,  
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water,  
het Leefmilieu en het Landleven,

V. FEAUX